

BEAUCOUP DE BRUIT À MATIGNON... MAIS L'INSPIRATION EST EN MARTINIQUE !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

**CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES
ET RACISTES DE MACRON ET BARDELLA**

**NE COMPTONS QUE
SUR NOS LUTTES**

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations. Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1er octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Violences par armes à Grenoble : les fruits pourris d'une société à renverser

Depuis quelques semaines, articles et reportages se multiplient à propos des règlements de comptes et violences armées qui plongent dans le deuil de trop nombreuses familles de l'agglomération grenobloise. Cette exposition médiatique a poussé plusieurs politiciens – d'Estrosi, Maire de Nice, à Carignon, ex-maire de Grenoble – à attiser l'esprit de vengeance pour promouvoir l'armement des policiers municipaux. Comme si augmenter le nombre d'armes en circulation permettait d'en limiter l'usage et comme si la stigmatisation et la répression permettaient d'enrayer une situation qui plonge ses racines dans la misère sociale et le capitalisme.

La violence qui gangrène cette société trouve sa source dans la concurrence féroce que se livrent les capitalistes. Petits ou gros, légaux ou illégaux, c'est par la violence qu'en dernière mesure ils défendent leurs intérêts. Pour cesser de subir les conséquences de cette guerre économique, nous travailleurs et travailleuses, ne pourrions compter que sur notre capacité à organiser nous-même la société sur des bases égalitaires, à en finir avec la concurrence de tous contre tous pour l'enrichissement de quelques uns. C'est à dire tout l'inverse de ceux qui coupent les budgets de l'éducation et de la santé, préfèrent augmenter le nombre de flics plutôt que de travailler sociaux, et continuent à armer la police jusqu'aux dents.

Dette des hôpitaux, les banques heureuses

Le déficit des établissements publics qui était de 558 millions d'euros en 2019 a atteint 1,7 milliard d'euros en 2023, soit une hausse de plus de 300 % en quatre ans ! De plus en plus d'hôpitaux sont au bord de la rupture, contraints de toujours plus emprunter aux banques pour compenser la baisse des financements publics. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros. De quoi réjouir les banques qui encaissent ainsi des intérêts faramineux... pris sur le budget des hôpitaux !

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaire de Grenoble en scannant le QR code ou à l'adresse suivante :

<https://framalistes.org/sympa/subscribe/newsletternpagrenobleisere>



L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carences en cas de maladie des fonctionnaires de 1 à 2 voire 3 jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %.

Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes.

À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

Grève dans une clinique Emeis, ex-ORPEA !

Le groupe ORPEA a changé de nom suite au scandale... mais pas de pratiques ! Dans la clinique privée Emeis du parc de Belleville (20ème arrondissement), un salarié sur 2 était en grève jeudi dernier, le tout avec piquet à l'entrée et prise de parole ! Les salaires sont trop faibles, le matériel abîmé et le sous-effectif permanent. « La nuit, il n'y a que 3 aides-soignantes et 2 infirmiers pour 4 étages et 94 patients. En cas d'urgence, ils ne pourront pas agir ».

Public ou privé, c'est la même chose : sous-effectif, salaires de misère et plannings aberrants. Puisqu'on a les mêmes problèmes, luttons donc tous ensemble !

Quartiers nord, colère noire

À Marseille, 200 collègues de l'hôpital psychiatrique Edouard-Toulouse se sont rassemblés devant l'hôpital il y a une semaine pour dénoncer les fermetures de lits et la surcharge de travail. En 2007, l'hôpital comptait 100 lits.

Aujourd'hui, il n'en reste que 44 et la direction prévoit d'en fermer 22. 22 lits pour 125 000 habitants !!! Mais les collègues sont mobilisés et un nouveau rassemblement est prévu pour aujourd'hui.

Une augmentation de 22,3 % met fin aux grèves des internes au Royaume-Uni

Les internes anglais viennent d'accepter une augmentation de salaire de 22,3 %. Ils ont organisé une série de débrayages au cours des 18 derniers mois pour protester contre les augmentations salariales inférieures à l'inflation depuis 2010 et contre les pressions accrues liées au coût de la vie.



NPA Grenoble Isère



[npa.revo.grenobleisere](https://www.instagram.com/npa.revo.grenobleisere)



[npa-révolutionnaires.org](https://www.npa-revolutionnaires.org)



[npa.revo.grenoble](https://www.tiktok.com/@npa.revo.grenoble)



npa.grenobleisere@gmail.com